

## AKTUELL

GEMEINSAME AUSSEN- UND SICHERHEITSPOLITIK

# Gute EU, böse Welt

Raymond Klein

**Wie Europa eine größere Rolle in der Weltpolitik spielen könnte, das erläuterte die EU-Expertin Nathalie Tocci bei ihrem Besuch in Luxemburg.**

Ist die EU-Außenpolitik nur etwas für die Eliten? Nein, versuchte Nathalie Tocci am 3. Februar in der Maison de l'Europe zu beschwichtigen. Die Beraterin der Hohen Vertreterin der EU für Außen- und Sicherheitspolitik Federica Mogherini, eingeladen im Rahmen des Bürgerdialogs, zitierte die Aussage des Bürgermeisters einer Großstadt: „Ich kann lokale Probleme nicht lokal lösen, denn eigentlich gibt es keinen klaren Unterschied zwischen lokal und global.“

Es gebe viele Gründe für Europas Bürger, besorgt zu sein, so Tocci: In Tallinn habe man Angst vor Russland, in Paris vor dem Terrorismus, und überall wünsche man sich Wohlstand statt Prekarität. „Viele Arbeitsplätze sind

abhängig von der internationalen Situation, deshalb können wir keinen Wohlstand haben, ohne uns um den Rest der Welt zu kümmern“. Das aber könne kein europäisches Land im Alleingang leisten. Die EU-Außenpolitik solle wie ein Orchester werden, in dem jeder Mitgliedsstaat sein eigenes Instrument spielt, dabei aber einer gemeinsamen Partitur folgt.

Tocci trat für eine positive Rolle der EU in einer gefahrlos gewordenen Welt ein. Demokratie und Grundrechte müssten auch nach außen vertreten werden; unterbleibe das, nähmen sie auch im Inneren Schaden, wie man in Ungarn sehen könne. Die „Nachbarschaftspolitik“ - die Politik der EU gegenüber Osteuropa, dem Kaukasus und den Mittelmeerländern - solle über eventuelle Beitrittsverhandlungen hinaus eine außenpolitische Herangehensweise umfassen. Viele Länder, so die Beraterin, seien „nicht an einem Beitritt interessiert“. Ihnen gegenüber

müsse man zwar am internationalen Recht und den Menschenrechten festhalten, doch darüber hinaus solle man nicht zu „eurozentrisch“ sein und auch „andere Wege“ zulassen. Tocci sprach, frei nach Gramsci, vom Umbruch der internationalen Ordnung, der „eine Zeit der Monster“ hervorbringe. Um die internationalen Institutionen zu bewahren, müsse Europa einen Teil seiner Rechte mit neuen Akteuren teilen.

## EU-Armee keine Lösung

Europa zu einer militärischen Großmacht zu machen, scheint nicht Tocci Programm zu sein: Sie könne sich keine Krise vorstellen, die sich rein militärisch lösen lasse, so die Beraterin. Es gehe auch nicht darum, eine europäische Armee zu schaffen. „Wir haben ja schon 28 davon - aber unsere Bonsai-Armeen sollten besser zusammenarbeiten.“ Tocci erteilte auch denen eine Absage, die hoffen, durch die Aufwertung der EU-Außenpolitik die Krise der Union zu lösen. Man müsse in den nächsten paar Jahren an erster Stelle Antworten auf die Wirtschafts- und die Flüchtlingskrise finden, sonst gebe es irgendwann keine EU mehr.

Nathalie Tocci war zuständig für die Ausarbeitung der im Juni 2016 ver-



Europa, zerrissen wie einst das Römische Reich?

öffentlichten „Globalen EU-Strategie“, die soft power und Zusammenhalt statt Großmachtstreben in den Vordergrund gestellt hatte. Doch wie die Strategie wiesen auch ihre Ausführungen blinde Flecken auf, die nichts Gutes verheißten. So wird zwar unterstrichen, dass eine gemeinsame EU-Außenpolitik effizienter sei, unklar bleibt aber, ob diese Politik in erster Linie der Wahrung von Frieden und Stabilität oder von konkreten Eigeninteressen dienen soll. In Zeiten, in denen die internationale Rechtsordnung in Frage gestellt wird, könnte entscheidend sein, ob eine erstarkte EU sich für die friedliche Zusammenarbeit einsetzt oder nur versucht, ihre Schäfchen ins Trockene zu bringen.

OMBUSDMAN

# Ce n'est qu'un au revoir

Luc Caregari

**Lors de la présentation de ses derniers rapports sur la discipline dans le milieu carcéral et sur l'hospitalisation sans consentement en psychiatrie, la médiatrice Lydie Err a encore une fois pointé les graves manquements du Luxembourg, tout en commentant les projets de loi visant à améliorer la situation.**

L'atmosphère n'était pas vraiment au beau fixe ce mercredi, lors de la commission jointe - juridique et santé - pendant laquelle la médiatrice a présenté ses derniers rapports en même temps aux députés et à la presse. Était-ce dû à l'exiguïté de la salle ou au fait que la majorité savait d'emblée que le CSV allait de toute façon revendiquer à son actif les réformes engagées sur le terrain? On ne le sait pas, mais une certaine lassitude était indéniable.

La présentation était en soi une innovation, car pour la première fois la médiatrice présentait au même mo-

ment les rapports de ses contrôleurs externes et donnait ses avis sur les projets de loi 7041 et 7042 - qui sont au centre de la réforme pénitentiaire. En ce qui concerne les mesures de discipline en milieu carcéral, le rapport fait état de doléances aussi bien sur le fond que sur la forme. Ainsi, c'est toujours le directeur de l'établissement qui peut sanctionner les détenus, et cette sanction peut être appliquée même si la demande de recours du prisonnier n'a pas encore abouti - ce qui n'est rien d'autre qu'une porte ouverte aux abus potentiels. Quant aux faits, le rapport pointe que la mise en isolement d'un détenu, une sanction extrême, ne devrait pas excéder les 14 jours consécutifs: « Passé ce délai, la mesure devient inefficace et la situation psychologique du détenu pourrait mener à plus d'excès qu'avant », a résumé Lydie Err. Cette revendication n'a pourtant pas trouvé l'approbation du CSV, qui préfère se la jouer

« Law & Order ». Ce qui n'étonne pas vu le grand virage à droite qu'est en train d'entamer la coalition: il faut se montrer intransigeant - même aux dépens des droits des prisonniers.

## Le confinement, toujours pas à l'abri des abus

Sinon, les carences repérées par les contrôleurs externes restent les mêmes. Des mineurs sont toujours emprisonnés à Schressig, ce qui devient une bien triste rengaine et un sujet sur lequel le ministre de la Justice Félix Braz est comme d'habitude peu loquace - vu que la situation n'est pas près de changer. Parmi les points positifs de la réforme, Err pointe les nouvelles possibilités de recours contre les mesures disciplinaires et recommande d'y ajouter une meilleure formation à la communication non violente pour les gardiens comme pour les prisonniers. Elle rappelle aussi que la communication avec la famille est un droit de l'homme inaliénable qui ne devrait en aucun cas être utilisé comme moyen de sanction ou de pression contre un prisonnier. Sur la réforme carcérale, elle pointe le plan d'insertion volontaire proposé à chaque nouveau détenu comme élément positif et encourage davantage l'implémentation de peines dites alternatives ou d'aménagements de peine - surtout si

la perspective d'une éventuelle réinsertion est positive. Par contre, ce sont les infrastructures qui font défaut selon le rapport: ainsi, le lieu de rencontre familial serait trop petit et il n'y aurait pas de possibilité de rencontres plus intimes. Le manque d'une structure spéciale pour les cas psychiatriques en prison a aussi été pointé du doigt. « Ce sont des gens qui n'ont rien à faire en prison. Il faudrait une structure chapeauté par le ministère de la Justice et celui de la Santé pour prendre en charge ces détenus. »

Justement, en ce qui concerne la psychiatrie fermée, quelques doléances restent - même si l'aperçu général est positif. Si l'infrastructure est devenue bien meilleure, le traitement des patients laisse à désirer. Ainsi, il y aurait - surtout à Ettelbruck - un engorgement de patients qui devraient déjà être sortis de la structure, mais qui, de par le manque de places en post-thérapie, restent en confinement, ce qui pose problème aussi au niveau des droits humains. Car le logement encadré en est encore à ses balbutiements au grand-duché. Finalement, c'est le comportement de la police qui a été pointé du doigt: elle serait toujours en uniforme et armée à l'intérieur des structures et elle aurait menotté à plusieurs reprises des patients qui n'auraient pas présenté un danger imminent.